



Chers amis,

Jeudi 21, la CPI, malgré les énormes pressions subies, a décidé d'émettre des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant pour « crimes contre l'humanité et crimes de guerre. » Ils devront donc répondre de leurs crimes, eux qui prétendent agir au nom de la civilisation ! Certes dans l'immédiat cette décision ne changera pas le sort des Palestiniens, Israël peut même durcir encore sa répression. Mais c'est néanmoins une décision importante qui redonne du sens au droit international et qui met en cause les complices qui ont permis ces crimes en livrant des armes, en refusant de prendre des sanctions, en réprimant et calomniant les manifestants pour le cessez-le-feu. Il appartient désormais aux « gendarmes du monde » que sont les 124 États membres de la CPI d'exécuter ces mandats. C'est un énorme camouflet pour Israël dont ses dirigeants sont dorénavant considérés comme délinquants aux yeux du monde entier. Espérons que cette décision ouvre également la porte à la mise en œuvre des recommandations de la CIJ tant sur le génocide en cours que sur la colonisation.

Il est à noter que cette annonce de la CPI survient le lendemain du jour où les Etats-Unis ont une nouvelle fois utilisé leur veto pour bloquer une résolution appelant à un cessez-le-feu à Gaza donnant quitus à Israël pour continuer son carnage à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem et au Liban.

23 novembre 2024. 414^{ème} jour de la guerre d'Israël contre la Bande de Gaza, 61^{ème} jour de la guerre contre le Liban. 58^{ème} manifestation pour exiger un cessez-le-feu urgent. Citons encore une fois ces chiffres terribles qui sont dépassés sitôt énoncés : au 19 novembre, OCHA recense 43 972 morts, 104 008 blessés. En Cisjordanie selon le Ministère de la Santé 784 morts, plus de 6 500 blessés. Au Liban au 21 novembre, 3 583 morts et 15 244 blessés. Les habitants du Nord de Gaza sont sans assistance alimentaire et sanitaire depuis plus de 40 jours.

Mercredi 20 novembre, c'était la Journée internationale des Droits de l'Enfant. Aujourd'hui, c'est la Journée internationale contre les violences faites aux femmes. Des journées où de grandes déclarations ont été ou vont être faites et sitôt minuit passé, tout recommence comme avant. En moyenne, à Gaza 32 enfants et 17 femmes sont tués chaque jour. Au Liban 9 enfants et 28 femmes. Ces femmes accouchées par césarienne à vif faute d'anesthésiant et qui meurent de septicémie, ces bébés prématurés gisant dans des couveuses dont l'alimentation en oxygène et électricité a été détruite par l'armée israélienne, ne font-ils pas partis de l'humanité ? Ne méritent-ils pas qu'on se mobilise pour eux ? Avons-nous accepté le qualificatif d'« animaux humains » dont les a affublés Yoav Gallant ?

Dans une lettre du 28 octobre 2023 au Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Craig Mokhiber, directeur du Bureau de New York de l'organisation écrivait :

« En tant que juriste spécialisé dans les droits de l'homme, avec plus de trente ans d'expérience dans ce domaine, je sais bien que le concept de génocide a souvent fait l'objet d'exploitation politique abusive. Mais le massacre actuel du peuple palestinien, ancré dans une idéologie coloniale ethno-nationaliste, dans la continuité de décennies de persécution et d'épuration systématiques, entièrement fondé sur leur statut d'Arabes, et associé à des déclarations d'intention explicites des dirigeants du gouvernement et de l'armée israéliens, ne laisse aucune place au doute ou au débat. À Gaza, les habitations, les écoles, les églises, les mosquées et les établissements médicaux sont attaqués sans raison et des milliers de civils sont massacrés. En Cisjordanie, y compris à Jérusalem occupée, les maisons sont saisies et réattribuées en fonction uniquement de ce que les Israéliens appellent la race. Par ailleurs, de violents pogroms perpétrés par les colons sont accompagnés par des unités militaires israéliennes. Dans tout le pays, l'apartheid règne.

Il s'agit d'un cas d'école de génocide. Le projet colonial européen, ethno-nationaliste, de colonisation en Palestine est entré dans sa phase finale, vers la destruction accélérée des derniers vestiges de la vie palestinienne indigène en Palestine. Qui plus est, les gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et d'une grande partie de l'Europe sont totalement complices de cet horrible assaut. Non seulement ces gouvernements refusent de remplir leurs obligations conventionnelles "d'assurer le respect" des Conventions de Genève, mais ils arment activement l'offensive, fournissent un soutien économique, des renseignements, et couvrent politiquement et diplomatiquement les atrocités commises par Israël. » Et nous pouvons ajouter assurément la promotion du génocide.

Et Craig Mokhiber continue : « J'ai rejoint cette Organisation dans les années 1980, parce que j'y ai trouvé une institution fondée sur des principes et des normes qui étaient résolument du côté des droits de l'homme, y compris dans les cas où les puissants États-Unis, Royaume-Uni et Europe n'étaient pas de notre côté. Alors que mon propre gouvernement, ses institutions subsidiaires et une grande partie des médias nord-américains soutenaient ou justifiaient encore l'apartheid sud-africain, l'oppression israélienne et les escadrons de la mort d'Amérique centrale, les Nations unies défendaient les peuples opprimés de ces pays. Nous avions pour nous le droit international. Nous avions pour nous les droits humains. Nous avions pour nous les principes. Notre autorité était ancrée dans notre intégrité. Mais ce n'est plus le cas.

Au cours des dernières décennies, des membres importants des Nations unies ont cédé au pouvoir des États-Unis et à la peur du lobby israélien, abandonnant ces principes et renonçant au droit international lui-même. Nous avons beaucoup perdu dans cet abandon, notamment notre propre crédibilité mondiale. Mais c'est le peuple palestinien qui a subi les plus grandes pertes à cause de nos échecs. N'oublions pas non plus que les Nations unies ont commis le péché originel de faciliter la dépossession du peuple palestinien en ratifiant le projet colonial européen qui s'est emparé des terres palestiniennes et les a remises aux colons.

Nous avons beaucoup à apprendre de la position de principe adoptée ces derniers jours dans les villes du monde entier, où des millions de personnes s'élèvent contre le génocide, même au risque d'être battues et arrêtées. Les Palestiniens et leurs alliés, les défenseurs des droits de l'homme de tous bords, les organisations chrétiennes, musulmanes et les voix juives progressistes qui disent "pas en notre nom", montrent tous la voie. Il ne nous reste plus qu'à les suivre.

Il convient de répéter, malgré les calomnies du lobby israélien, que la critique des violations des droits de l'homme par Israël n'est pas antisémite, pas plus que la critique des violations saoudiennes n'est islamophobe, la critique des violations du Myanmar n'est antibouddhiste, ou la critique des violations indiennes n'est anti-hindouiste. Lorsqu'ils cherchent à nous faire taire en nous calomniant, plutôt que faire silence, nous devons élever la voix.

Mais je trouve également de l'espoir dans tous ces membres des Nations unies qui, en dépit des énormes pressions exercées, ont refusé de compromettre les principes de l'Organisation en matière de droits de l'homme. Notre tâche est de faire entendre notre voix, en insistant sur le fait que les droits humains du peuple palestinien ne font l'objet d'aucun débat, d'aucune négociation, ni d'aucun compromis, où que ce soit sous la bannière bleue.

Pour cela dit-il « nous devons être fidèles à nos exhortations rhétoriques sur les droits de l'homme et l'égalité pour tous, la responsabilité pour les criminels, la réparation pour les victimes, la protection des personnes vulnérables et l'autonomisation des détenteurs de droits, le tout dans le cadre de l'État de droit. Nous devons commencer maintenant à moins de nous abandonner à une horreur indicible. Il faudra des années pour y parvenir, et les puissances occidentales nous combattront à chaque étape du processus, c'est pourquoi nous devons faire preuve de fermeté. D'ores et déjà, nous devons œuvrer pour un cessez-le-feu immédiat et la fin du siège de Gaza, nous opposer au nettoyage ethnique de Gaza, Jérusalem, Cisjordanie (ajoutons aujourd'hui le Sud-Liban), documenter l'assaut génocidaire à Gaza, contribuer à apporter aux Palestiniens une aide humanitaire massive et les moyens de la reconstruction, prendre soin de nos collègues traumatisés et de leurs familles, et nous battre comme des diables pour que la démarche des bureaux politiques de l'ONU soit basée sur des principes. »

Et nous ajoutons, c'est cet esprit qu'il faut défendre dans l'ONU. En ce sens, et sans nous illusionner pour autant, la décision de la CPI est un énorme pas dans la reconquête d'un droit international basé sur l'égalité pour tous et met les Etats devant leur responsabilité, en particulier ceux qui soutiennent le génocide.

Laissons la conclusion à Rami Abou Jamous, le journaliste de Gaza que publie Orient XXI et dont les premiers témoignages viennent d'être publiés : « La cause palestinienne et le génocide ont disparu pour laisser la place à la question purement « humanitaire ». C'est le seul sujet de discussion désormais : il faut donner à manger, il faut donner à boire, il faut donner des couvertures, c'est bientôt l'hiver. Personne ne dit : il faut arrêter la guerre. Personne ne dit : il faut arrêter ce génocide. Personne ne dit : il faut que les Israéliens se retirent de Gaza. Non, les Occidentaux leur disent : c'est bien, continuez ce que vous êtes en train de faire, finissez votre boulot, mais tout de même, donnez à manger à ces gens que vous êtes en train de tuer. On ne veut pas voir des gens mourir de faim. Au moins, qu'ils meurent l'estomac plein. C'est cela, malheureusement, la position de ce monde qui parle de liberté, d'égalité et de fraternité. Sauf quand il s'agit de la Palestine et des Palestiniens.

On sait très bien ce qu'il faut faire. Si on appliquait des sanctions contre Israël, et surtout si on cessait de lui livrer des armes, la guerre s'arrêterait tout de suite. Mais non, ce n'est pas la peine, les Palestiniens ne sont pas des êtres humains. Les Gazaouis ne sont pas des êtres humains. Mesdames et Messieurs, nous sommes des êtres humains. Nous sommes des résistants. Nous avons décidé de rester sur notre terre. De ne pas céder face aux massacres. Non seulement nous sommes des êtres humains, mais nous sommes des êtres humains très courageux, nous affrontons un monstre qui ne fait pas de distinction entre les civils, les enfants, les femmes et les combattants. À ce monstre-là, tout est permis, car nous sommes selon Netanyahou des « Amalek », des Amalécites, dont la Bible exige l'extermination. Mais même si nous vivons dans la misère, nous restons des Palestiniens dignes. »

Oui les Palestiniens sont des êtres humains et les manifestations de solidarité qui se multiplient partout dans le monde montrent que la question palestinienne unifie les peuples du nord au sud, les opposant à leurs gouvernements et à leurs États. Non pas uniquement pour défendre la Palestine, mais pour construire un monde fondé sur l'humanité, la justice, l'égalité, débarrassé du colonialisme, du suprématisme et donc des guerres.

Encouragés par la décision de la CPI, continuons à nous mobiliser pour exiger le cessez-le-feu, pour imposer des sanctions à Israël et pour l'exclure de l'ONU et pour exiger le respect par le gouvernement français des obligations qui lui incombent puisque la France est partie au Statut de Rome de la CPI.

La Palestine existe parce qu'elle résiste ! Palestine vivra, Palestine vaincra !

RdV : à partir de samedi prochain à 14h place du Marché Notre-Dame, devant l'église - 1er déc à 16h30 Le Dietrich « No Other Land »- 1er février couscous solidaire pour la reconstruction de Gaza La Blaiserie, réservation ouverte car nous en sommes certains la Palestine vivra, la Palestine et l'Humanité pour le progrès vaincra.